



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES

DU MAROC

UNE PUBLICATION DU **SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL**

DE RABAT

N° 18 – avril 2022

Malgré la persistance des tensions inflationnistes, l'économie marocaine fait preuve de résilience au premier trimestre

L'économie marocaine n'est pas épargnée par les soubresauts de la conjoncture internationale liés à la guerre en Ukraine et à l'envolée des prix des matières premières. Tenant compte de ces évolutions, plusieurs institutions ont revu à la baisse leurs prévisions de croissance pour le Royaume en 2022. Bank Al Maghrib table désormais sur une légère progression de 0,7% de l'économie nationale, contre 2,9% selon les précédentes estimations. La Banque Mondiale et le FMI prévoient quant à eux un taux de croissance de 1,1% sur l'année (contre respectivement 3,2% et 3,1% pour les estimations précédentes). Le chef du gouvernement, Aziz Akhannouch, s'est montré plus optimiste lors d'une allocution devant la Chambre des représentants, estimant que la croissance devrait se situer entre 1,5% et 1,7%, un chiffre néanmoins nettement inférieur aux 3,2% initialement prévus dans la Loi de finances.

Pour l'heure, les chiffres de la croissance au premier trimestre sont rassurants pour les finances publiques du Royaume. Selon le HCP, l'activité économique aurait affiché une progression de 1,2% en glissement annuel, tirée principalement par un accroissement de 3,3% de la valeur ajoutée hors agriculture. Confortée par la réouverture des frontières aériennes, la reprise du tourisme a contribué à accroître l'activité tertiaire. En revanche, le secteur agricole a été fortement affecté par la sécheresse et affiche une contraction de 12,1% en glissement annuel.

LE CHIFFRE À RETENIR

1,2%

Selon la dernière note de conjoncture du HCP, l'économie marocaine aurait enregistré au premier trimestre 2022 un taux de croissance de 1,2% en glissement annuel

Macroéconomie, commerce, finances

Les pressions inflationnistes se poursuivent

La tendance haussière des prix à la consommation se serait accélérée au premier trimestre 2022, dans un contexte de rencherissement du prix des matières premières. Selon le HCP, l'indice des prix à la consommation a connu une hausse de 3,6% en glissement annuel, atteignant ainsi son plus haut niveau depuis 2008. Ce rebond est notamment attribuable à l'envolée des produits alimentaires (+5,3%, après +2,7% au trimestre précédent).

Le gouvernement alloue 15 Md MAD supplémentaires à la caisse de compensation

Le chef du gouvernement, Aziz Akhannouch, a annoncé que l'Exécutif mobilisera 15 Md MAD supplémentaires afin de couvrir la charge des subventions des prix de certaines denrées alimentaires. Le budget initial de 17 Md MAD de la Loi de finances 2022 apparaît aujourd'hui insuffisant en raison de la forte hausse des cours du blé importé. L'Exécutif a écarté à ce stade la possibilité d'adopter une Loi de finances rectificative.

Le groupe Holmarcom acquiert Crédit du Maroc

Dans un communiqué publié mercredi 27 avril, le groupe Crédit Agricole a annoncé la cession totale de sa filiale Crédit du Maroc au groupe Holmarcom. L'opération devrait intervenir en deux temps : la cession d'une première tranche de près de 64% des parts est attendue d'ici la fin de l'année 2022, tandis qu'une seconde tranche portant sur les 15% de parts restantes détenues par le Crédit Agricole devrait intervenir dans les 18 mois suivants

la clôture de la transaction. Cette cession doit encore être avalisée par le régulateur.

Industries, énergies, environnement, transports

Gazoduc Nigéria-Maroc : Worley remporte le contrat de réalisation de l'étude d'ingénierie

La société australienne Worley a remporté le contrat de réalisation de l'étude d'ingénierie et de conception préliminaire pour le projet de pipeline de plus de 7000 km qui doit relier le Nigéria et le Maroc. Ce projet porté par l'Office national des hydrocarbures et des mines (ONHYM) et la Nigerian National Petroleum Corp (NNPC) avait fait l'objet d'un soutien financier de la Banque islamique de développement (BID) pour le financement de cette étude de faisabilité à hauteur de plus de 90 M USD. Le futur gazoduc Nigéria-Maroc devrait traverser 11 pays d'Afrique de l'ouest et s'étendre jusqu'à l'Europe.

Soutien aux transporteurs : le gouvernement annonce une aide supplémentaire

Le porte-parole du gouvernement, Mustapha Baitas, a récemment annoncé l'allocation d'une nouvelle mesure de soutien financier aux professionnels du transports affectés par l'envolée des prix du carburant. Près de 350 M MAD ont déjà été débloqués à la date du 21 avril, dans le cadre d'un premier appui en faveur d'environ 180 000 véhicules.

Services, tourisme, santé, innovation

Le Maroc célèbre la journée mondiale de la propriété intellectuelle

Lancée en 2000 par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et célébrée le 26 avril de chaque année, la "Journée Mondiale de la Propriété Intellectuelle" vise à encourager l'utilisation du système de la propriété intellectuelle comme levier de développement technologique, économique et social. Cette année était placée sous le signe de "La propriété intellectuelle et les jeunes : innover pour un avenir meilleur". A cette occasion, l'Office marocain de la propriété industrielle et commerciale (OMPIC) a organisé un Forum de Haut Niveau présidé par Ryad Mezzour, Ministre de l'Industrie et du Commerce. En marge du Forum, l'OMPIC a signé quatre conventions de partenariats avec le CRI de Casablanca-Settat, le Technopark, l'Organisation Professionnelle des Comptables Agréés et la CFCIM. Les organisateurs du Forum ont également procédé au lancement de la caravane de la propriété industrielle au service de la créativité et de l'innovation, qui sillonnera les 12 régions du Maroc, du 26 avril au 28 juin.

Tourisme : l'ONMT lance sa nouvelle campagne « Maroc, Terre de Lumière »

Soucieux de se positionner pour attirer les touristes internationaux à la sortie de la crise Covid, l'Office national marocain du tourisme (ONMT) a dévoilé jeudi 21 avril sa nouvelle marque internationale « Maroc, Terre de Lumière ». Selon l'ONMT, la campagne a pour cible les touristes internationaux dont la tranche d'âge se situe entre 25 et 59 ans, avec un intérêt pour l'art, les expériences culturelles, la nature et la patrimoine rural, les plages et les activités de loisirs. A travers cette marque, l'ONMT cible les 5 marchés stratégiques pour le tourisme au Maroc (France, Espagne, Allemagne, Royaume-Uni, Etats-Unis) mais également de nouveaux pays au Moyen-Orient, dont Israël, ainsi que le continent africain. Cette campagne de communication se démarque également par l'utilisation de différents formats numériques : affichage

digital urbain, utilisation de la 3D et habillage des transports.

Agriculture, agroalimentaire, engrais phosphatés

Plus de la moitié des cultures céréalières définitivement perdues

Les cultures céréalières ont été fortement affectées par le retard des pluies au cours des mois de novembre et décembre. Selon le ministre de l'Agriculture, 53% des cultures céréalières sont définitivement perdues, alors que 10% se trouvent dans un mauvais état. Le programme exceptionnel pour atténuer les effets du retard des précipitations est en cours de mise en place. Plusieurs actions ont été déjà déclinées sur le terrain pour atténuer les effets de l'une des plus dures années de sécheresse qu'a connues le Royaume depuis 40 ans. Le ministère a ainsi déjà procédé à l'acquisition de 3,7 millions de quintaux d'orge subventionnée, dont 1,5 millions de quintaux ont été déjà distribués au profit de 364 000 bénéficiaires.

Lancement le 14 avril d'un jumelage européen pour le renforcement de l'aquaculture au Maroc

Intitulé « Renforcement des capacités de l'Agence Nationale de Développement de l'Aquaculture, ce projet, d'une durée de 8 mois, vise directement l'accompagnement des acteurs de la filière aquacole à travers trois composantes : (1) l'accompagnement à l'amélioration de la biosécurité aquacole : dans un secteur où les produits commercialisés sont particulièrement fragiles sur le plan sanitaire : il s'agit d'élaborer un plan national de biosécurité du secteur aquacole, (2) le renforcement des capacités techniques et la mise en place d'outils de bonne gestion des fermes aquacoles : il s'agit

de renforcer l'enseignement en aquaculture, de renforcer le travail en réseau professionnel et de former à la réglementation européenne et (3) l'appui à la mise en place d'outils de certification volontaire de la qualité des produits mis en marché. Le chef de projet travaille au sein de la nouvelle direction générale des Affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (sous double tutelle du Ministère de l'agriculture et du Ministère de la Mer) et le jumelage est géré par France Agrimer.

La Banque Mondiale débloque 180 M USD pour une gestion de l'eau résiliente et durable dans l'agriculture

Ce projet vise à renforcer la gouvernance des ressources hydriques dans le secteur agricole, améliorer la qualité des services d'irrigation et à élargir l'accès des agriculteurs à des conseils techniques. Il comprend trois volets. Le premier entend améliorer le cadre de gouvernance de l'eau et garantir des prélèvements durables dans le secteur agricole. Le deuxième volet vise à fournir des services d'irrigation et de drainage climato-intelligents, à travers le déploiement de techniques de conservation de l'eau, la modernisation des équipements hydrauliques (réseaux d'irrigation, canaux...) et l'optimisation des services d'irrigation et de drainage. Le troisième volet prévoit d'apporter à 23.500 agriculteurs des services de conseil visant à optimiser les investissements, à renforcer la résilience climatique et à intensifier la productivité de l'eau. Les bénéficiaires seront les petits exploitants agricoles des grands systèmes d'irrigation à gestion collective. L'objectif est de toucher 16.000 agriculteurs répartis sur plus de 50.000 hectares de périmètres irrigués dans le Souss-Massa et le Tadla.

Bailleurs internationaux

Le fonds de l'OPEP pour le développement international octroie 100 M USD pour promouvoir l'inclusion financière

Le fonds de l'OPEP pour le développement a signé lundi 11 avril un accord de prêt destiné à appuyer le gouvernement marocain sur le volet inclusion financière du plan de relance. Le prêt devrait permettre de couvrir deux piliers principaux. Le premier vise à assurer l'inclusion financière en diversifiant les sources de financement et de paiement pour les particuliers ainsi que les TPME, en soutenant des modèles de financement alternatifs. Le deuxième objectif vise à accompagner les entrepreneurs du numérique dans le développement de leur projets. Le fonds de l'OPEP pour le développement intervient au Maroc depuis près de 40 ans et a octroyé 600 M USD dans le Royaume à ce jour.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication :
Rédacteurs :

Cécile Humbert-Bouvier
Léo Mineur

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITE : Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Cette revue vous est diffusée à des fins d'information seulement. Les opinions exprimées sont celles des médias et journalistes marocains et ne reflètent pas la position de l'Ambassade de France.